

<http://drclaudiamiller.com/2012/02/17/leaders-issue-a-long-overdue-call-for-research-into-chemical-intolerance/>

Les dirigeants lancent enfin un appel à la recherche dans le domaine de l'intolérance aux produits chimiques

17 février 2012, 18 h 06

Les chercheurs, les professionnels de la santé et les personnes souffrant d'intolérance aux produits chimiques ont remporté une victoire après des années de bataille. En résumé, les responsables politiques au plus haut niveau de l'administration américaine reconnaissent désormais que l'intolérance aux produits chimiques nécessite des recherches approfondies.

Le Débat national sur la santé publique et l'exposition aux produits chimiques, financé par plusieurs agences gouvernementales et qui s'est récemment achevé, a donné lieu à la publication d'une déclaration détaillée en octobre 2011 qui résume deux ans d'échanges entre des centaines de spécialistes. En clair, cette déclaration appelle à intensifier la recherche pour comprendre les produits chimiques et leurs effets sur la santé.

Je pense que cette déclaration va influencer la politique de santé et encourager de nouvelles recherches et investigations cliniques. En effet, les progrès en termes de connaissances, de diagnostic et de traitement des maladies provoquées par les produits chimiques ont été douloureusement lents. Je suis ravie de cette nouvelle tournure.

Les participants à ce Débat national, dans leur déclaration finale, demandent instamment que soit intensifiée la recherche dans les domaines suivants :

- Les effets des produits chimiques sur la santé, y compris pour les expositions multiples et cumulées, à de faibles doses
- La prédisposition individuelle, notamment l'interaction entre les gènes et l'environnement
- La vulnérabilité de la communauté et les effets disproportionnés d'expositions passées
- L'efficacité des mesures visant à protéger la santé publique

À mes yeux, une des recommandations les plus importantes est celle qui encourage les études sur l'homme dans des unités de recherche où l'environnement est contrôlé. Elle stipule : « Il est nécessaire d'étudier les variations de prédisposition que présentent les personnes atteintes d'hypersensibilité ou d'intolérance aux produits chimiques, notamment dans le cadre d'essais cliniques dans des établissements appropriés ».

Cette recommandation d'utiliser des établissements de recherche spécifiques est apparue pour la première fois en 1989 dans un rapport commandé par l'État du New Jersey que j'ai co-rédigé avec Nicholas A. Ashford, Ph.D., *Juris Doctor*, professeur au Massachusetts Institute of Technology, ainsi que dans des éditions ultérieures de notre livre *Chemical Exposures : Low Levels and High Stakes* (Exposition aux produits chimiques : faibles doses et grands enjeux).

Voici un extrait des recommandations du rapport issu du Débat national, « Chapitre 3 : Améliorer la compréhension scientifique des produits chimiques et de leurs effets sur la santé » :

« Recommandation 3.5 : Améliorer la compréhension de la prédisposition individuelle face à l'exposition aux produits chimiques »

« Ceux qui cherchent à protéger la population des effets néfastes des expositions aux produits chimiques ont besoin de mieux connaître les différentes prédispositions individuelles afin de mettre au premier plan la prévention et le traitement. En effet, les individus de certains groupes (par ex. les fœtus en cours de développement, les enfants, les femmes enceintes, les personnes âgées, les personnes handicapées, les personnes atteintes d'une maladie chronique, celles ayant déjà une sensibilité élevée aux expositions chimiques) présentent une prédisposition sans égale face aux expositions aux produits chimiques. Certaines de ces différences de prédisposition peuvent être liées à une variation génétique, des changements épigénétiques acquis, aux effets sur la santé d'expositions passées ou à des agents d'agression non chimiques. Afin de mieux comprendre ces variations, les agences de financement doivent continuer à soutenir la recherche. Elle permettra ainsi de connaître les mécanismes de prédisposition individuelle et leur rôle dans la charge que l'on observe dans le cadre des maladies liées à l'environnement. Il est nécessaire que des études soient faites sur les différentes prédispositions à l'hypersensibilité et à l'intolérance aux produits chimiques et notamment des essais cliniques réalisés dans des établissements adaptés. Des études de population portant sur des groupes exposés peuvent également apporter des éléments supplémentaires ».

« De plus, le gouvernement fédéral doit soutenir le groupe de travail existant ou rassembler un groupe interdisciplinaire de chercheurs et de cliniciens issus d'agences fédérales, d'ONG/de groupements d'intérêt public, de l'industrie, de l'enseignement ainsi que des représentants des groupes de patients affectés, afin d'élaborer un programme de recherche sur l'hypersensibilité/l'intolérance aux produits chimiques ».

Le Débat national a duré deux ans et a débouché sur un programme d'action en juin 2011 proposant de nouvelles façons de protéger la population des expositions dangereuses aux produits chimiques. En octobre 2011, les responsables ont publié leurs recommandations finales lors d'une séance sur la stratégie de mise en œuvre à Washington D.C. dans les locaux de l'APHA (Association américaine pour la santé publique).

J'ai présidé la sous-commission du Débat national sur la prédisposition individuelle et j'ai été membre du groupe de travail sur la Compréhension scientifique, un des six groupes de travail assignés à différents aspects de l'exposition aux produits chimiques. Ce groupe de travail a publié un programme d'action détaillé.

Dans le cadre de leur mission visant à faire avancer la santé publique, les *Centers for Disease Control and Prevention* (Centres pour le contrôle et la prévention des maladies) et l'*Agency for Toxic Substances and Disease Registry* (Agence pour l'enregistrement des substances toxiques et des maladies) ont soutenu ce Débat national. Des dizaines d'agences gouvernementales, de spécialistes d'ONG et de l'industrie et des milliers de membres de la population civile ont participé à l'élaboration des recommandations.